

HUBERT VÉDRINE
Ancien ministre



A Paris, le 30 novembre 2018

Monsieur le Président,

Je vous remercie de m'avoir invité à participer au séminaire qui se tient cette année à la MSH sur les crises et la sortie de la violence, et sur la décision en temps de crise. Cela m'a donné l'occasion de faire part aux chercheurs et au public présent de mes réflexions, à partir de mon expérience, sur la spécificité de la décision politique, par rapport à « l'expertise », surtout en temps de crise. Les questions des participants ont été très intéressantes.

En ce qui concerne la question de la politique française au Rwanda, qui n'était pas le sujet principal, mais qui ne pouvait pas être ignorée, vu les diatribes enflammées et un appel choquant au boycott de cette réunion, ce séminaire m'a donné l'occasion de rappeler mon avis à ce sujet. J'estime que la présentation faite dans certains milieux en France des motivations et du déroulement de la politique française de 1990 à 1994 est tout à fait fausse - et par ailleurs que les mises en cause me concernant en tant que secrétaire général de l'Elysée sont non seulement fausses, ne reposent sur rien, mais sont aussi absurdes : elles traduisent une ignorance abyssale des mécanismes de décision sous la Ve République, et du rôle d'un secrétaire général de l'Elysée, a fortiori en cohabitation (1993/1995).

J'ai d'ailleurs constaté que les procureurs auto-proclamés parlent de « révisionnisme » pour faire taire ceux qui n'épousent pas leurs thèses extrémistes sur la responsabilité de la France. Le terme est impropre puisqu'il n'y a de vérité révélée, ni établie, mais une controverse qui se poursuit.

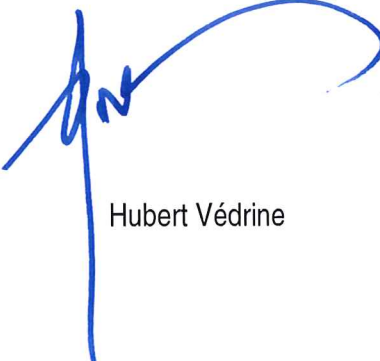
HUBERT VÉDRINE
Ancien ministre

J'ai également noté que ces procureurs et les médias qui les relaient n'ont jamais tenu compte, depuis des années, des démentis des responsables civils et militaires français, ni des travaux de la mission d'information Quilès/Cazeneuve, ni des déclarations de l'ancienne procureure auprès du TPI, Mme Carla Del Ponte, ni des positions des congolais (RDC) ou des sud-africains, ni des jugements de la justice espagnole, ni des enquêtes de la BBC, ni des déclarations de l'ancien expert belge auprès du tribunal d'Arusha, M. Felix Reynjstens, ni des travaux de l'enquêtrice canadienne, Mme Judi River, ni du fait que P. de St-Exupéry a déjà été condamné pour diffamation pour des accusations comparables, ni de nombreux ouvrages, français ou étrangers, qui, tous, contredisent et réfutent ces accusations.

Il y a, de la part de ces accusateurs permanents, un phénomène d'enfermement sur soi à caractère autistique. Il est d'ailleurs étrange que ces "chercheurs" n'aient jamais cherchés à me rencontrer, pas plus que les ministres ou responsables militaires de l'époque. Ce sont les mêmes qui appelaient au boycott de ce séminaire. Sans doute craignent-ils la contradiction ?

C'est pour toutes ces raisons que je vous remercie à nouveau d'avoir créé l'occasion d'un échange loyal et sérieux avec des gens sérieux représentants des opinions très diverses.

Cordialement,



Hubert Védrine

M.Michel Wievorka
Président de la Maison des Sciences de l'Homme
Directeur d'Etudes à l'EHESS
54 Bd, Raspail
75006 PARIS